

**Le 28 mars 1999, la diffusion à Télé-Québec de *L'Erreur boréale* de Richard Desjardins a sonné le réveil des Québécois : leurs forêts seraient surexploitées.**

dans son rapport annuel de 2002 à l'Assemblée nationale, révélait que «le ministère n'est pas en mesure de déterminer s'il y a surévaluation de la possibilité forestière et [...] s'il y a sur-récolte des bois de la forêt publique». La décision du ministre «d'étudier» la question en ne faisant appel qu'à des scientifiques et le caractère «sélect» de la commission inquiètent les groupes environnementaux. Au lieu d'une étude limitée, sur la production de matière ligneuse, ils veulent élargir le débat, en examinant tout le modèle forestier actuel, tout en démocratisant l'exercice.

Le changement de gouvernement ralentira la mise en branle de la commission, mais ses travaux ne sont pas compromis. En mars 2003, en Abitibi, sur les terres du chansonnier militant Richard Desjardins (*L'Erreur boréale*), le chef du parti libéral et nouveau premier ministre, Jean Charest, a en effet promis une commission plus large et une enquête publique plutôt que seulement une étude scientifique.

En février, à l'Université Laval, le député libéral Claude Bécharde (Kamouraska-Témiscouata) s'est prononcé en faveur de la création d'un poste de vérifi-

cateur des forêts relevant du bureau de la Vérificatrice générale et de l'Assemblée nationale.

### Une étude transparente

Les écologistes demandent que la commission soit itinérante et qu'elle dure assez longtemps pour répondre à la multitude d'interrogations sur les forêts québécoises : À qui profite le modèle de foresterie actuellement? L'industrie s'adapte-t-elle à la forêt ou est-ce l'inverse qui se produit? Quels sont les liens entre le gouvernement et les industriels bénéficiant des droits de coupe (contrats d'approvisionnement et d'aménagement forestier [CAAF] d'une durée de 25 ans)? Comment se portent la flore et la faune québécoises en 2003?

Nathalie Zinger, directrice du Fonds mondial de la nature (World Wildlife Fund, WWF) au Québec, a signé avec neuf autres groupes une lettre demandant l'élargissement du mandat de la commission, mettant ainsi fin au débat sur le choix de l'instance appropriée (commission d'étude, enquête publique ou audience publique menée par le BAPE). «Pour l'instant, l'important, c'est de dire ce dont on a besoin, et ensuite on prendra l'outil qui est le plus approprié», a-t-elle spécifié. □



PHOTO BENOIT AQUIN

## Forêt UNE COMMISSION FLOUE

Souhaitée par les écologistes, la Commission d'étude scientifique et technique sur la gestion de la forêt publique québécoise prend forme, mais son mandat reste flou.

PAR MARIANNE GRAVEL

Les groupes environnementaux vont «bûcher» pour que cette Commission reste indépendante et soit publique et itinérante. «On ne veut pas d'une commission dont le but serait uniquement de rassurer le public sur les questions forestières», soutient le porte-parole de la Société pour la nature et les parcs (SNAP), M. Jean-François Gagnon. Après son annonce en

février 2003 par le ministre des Ressources naturelles, M. François Gendron, la réaction des groupes sociaux et environnementaux est unanime.

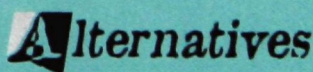
### Démocratiser le débat

Cette commission, que doit présider l'ingénieur Roger Nicolet, devra répondre aux questions de la Vérificatrice générale du Québec, M<sup>me</sup> Doris Paradis. Celle-ci,

## Le journal Alternatives

UN MENSUEL INDÉPENDANT DE 12 PAGES DISTRIBUÉ À PLUSIEURS MILLIERS D'EXEMPLAIRES. DISPONIBLE DANS PLUSIEURS LIBRAIRIES À TRAVERS LE QUÉBEC.

- Je désire recevoir le journal ALTERNATIVES de 12 pages (25 \$ par année)
- Je désire recevoir des informations sur ALTERNATIVES



...parce qu'un monde différent est possible

Nom		
Adresse	Ville	Code postal
Numéro de téléphone	Courriel	

Envoyez ce coupon-réponse avec un chèque à :  
JOURNAL ALTERNATIVES - 3720, avenue du Parc, bureau 300, Montréal (Québec) H2X 2J1

[www.alternatives.ca](http://www.alternatives.ca)

